

Délibérations à la réunion de Coolum

La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à Coolum (Australie), aura pour thème « Le Commonwealth au XXI^e siècle : continuité et renouvellement ». L'accent sera mis sur les forces durables du Commonwealth et sur sa capacité de se renouveler afin de relever les défis d'un monde en mutation.

À la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001, aux États-Unis, la réunion de Coolum mettra également l'accent sur la menace que pose le terrorisme. À cette fin, le comité ministériel du Commonwealth sur le terrorisme, dont le Canada est membre, présentera aux chefs de gouvernement un plan d'action dans lequel il donnera un aperçu des objectifs et des mesures de coopération proposés par le Commonwealth pour combattre le terrorisme.

Les chefs de gouvernement étudieront les recommandations formulées par le Groupe de haut niveau, composé de dix membres. Créé à Durban (Afrique du Sud) en 1999, le Groupe a été mandaté pour examiner le rôle du Commonwealth et conseiller les chefs de gouvernement sur les meilleurs moyens à prendre pour relever les défis du nouveau siècle. Les participants examineront également le rapport du secrétaire général sur les activités du Secrétariat, y compris celles qui visent à promouvoir les valeurs politiques fondamentales du Commonwealth, ainsi que les comptes rendus des réunions ministérielles qui ont suivi la réunion des chefs de gouvernement à Durban.

Promotion des valeurs politiques fondamentales

À Coolum, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth rendra compte aux dirigeants de la situation aux Fidji, en Gambie, aux Îles Salomon, au Pakistan, en Sierra Leone et au Zimbabwe. Le secrétaire général du Commonwealth fera aussi rapport sur son rôle de « bons offices » et ses activités menées pour l'exécution de son mandat de diplomatie discrète, fondé sur la Déclaration de Harare et le Programme d'action de Millbrook.

Enjeux mondiaux

Les chefs de gouvernement examineront en outre des questions se rapportant au commerce, à l'économie et au développement, y compris l'accès aux marchés pour les pays en développement, l'environnement, la mondialisation et le blanchiment d'argent. Ils se pencheront sur la situation des petits États, notamment pour ce qui est des propositions visant à faciliter leur accession à l'Organisation mondiale du commerce.